

Le Canada et l'entrée en guerre de l'Italie

Le Canada déclare l'état de guerre avec l'Italie

Textes des déclarations de MM. King, Hanson, Coldwell, Blackmore et Church, aux Communes

Ottawa, 11 (D. N. C.). — Voici la traduction du texte intégral des déclarations que les chefs des partis politiques ont faites hier après-midi à la Chambre des communes au sujet de l'entrée de l'Italie dans la guerre:

M. W. L. Mackenzie King (premier ministre): Monsieur le président, en temps ordinaire, vu la perte douloureuse que nous venons de subir, je proposerais que nous levions immédiatement la séance. Cependant, je recevais il y a quelques instants à peine, du secrétaire d'Etat pour les Dominions, une dépêche datée du 10 juin et conçue en ces termes:

D'après les rapports qui nous parviennent, M. Mussolini aurait annoncé qu'une déclaration de guerre a été remise aux ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France aujourd'hui même, à six heures du soir.

A mon avis, cette déclaration justifie la Chambre de définir, le plus tôt possible, l'attitude qu'elle entend adopter à l'égard de la situation que crée la décision de M. Mussolini, à laquelle nous n'étions pas sans nous attendre. J'avais préparé, en prévision d'un tel geste, quelques remarques que j'estimais opportunes et que j'ai en quelque sorte complétées depuis la réception de cette dépêche. J'aimerais les consigner au Hansard, puis proposer une résolution dont j'ai fait parvenir une copie à mon honorable ami le chef de l'opposition (M. R. B. Hanson), qui a bien voulu consentir à l'appuyer. Je reçois à l'instant du sous-secrétaire d'Etat le message suivant:

Le ministère de la Défense nationale apprend de l'Amirauté que les hostilités contre l'Italie commenceront à minuit, c'est-à-dire à 7 heures du soir à Ottawa.

Après plusieurs mois de préparatifs, de provocations dans les gestes et dans les paroles, et d'une attitude franchement hostile, l'Italie a décidé de se lancer dans le conflit aux côtés de l'Allemagne nazie.

Nous connaissons tous les motifs qui ont inspiré le gouvernement italien, de même que les méthodes adoptées par ce pays. Avec une implacabilité et une perfidie que seul Hitler, le chef allemand, a su dépasser, Mussolini, ce dictateur qui tient le peuple italien dans l'esclavage, a choisi ce qu'il croit être le moment psychologique pour s'attaquer à la Grande-Bretagne et à la France dans la Méditerranée et en Afrique, afin de satisfaire sa soif de conquête et ses ambitions territoriales, et recueillir la mesure de gloire que peuvent rapporter la perfidie et la mauvaise foi délibérées.

Il n'y a pas plus de quatre-vingts ans que le peuple italien est passé de la servitude et la désunion à la liberté et à l'unité; or dans toutes ces luttes mémorables auxquelles s'associent dans notre esprit les noms des Mazzini, des Cavour et des Garibaldi, les peuples de langue anglaise n'ont cessé d'accorder aux Italiens leur appui moral et matériel, contribuant ainsi dans une large mesure à l'unification de cette nation et à la sauvegarde de ses intérêts.

Alors que le reste de l'Europe voyait d'un mauvais oeil, voire d'un oeil hostile, le relèvement de l'Italie, le gouvernement du Royaume-Uni, dans un message inoubliable, fit savoir au peuple italien qu'il le verrait d'un oeil sympathique reconquérir sa liberté et affirmer son indépendance. Les bons souhaits que le peuple britannique fit parvenir à Garibaldi resteront à jamais mémorables. Ainsi que l'a écrit son biographe anglais, "Garibaldi demeurera toujours le symbole incarné de deux passions qui ne disparaîtront probablement pas de sitôt de la surface du globe: l'amour de la patrie et l'amour de la liberté, gardées pures grâce à la seule vertu qui puisse

les brider sans les affaiblir, la sollicitude la plus tendre envers le genre humain tout entier".

L'Italie grandit en puissance et en autorité, au milieu de la bienveillance que lui témoignèrent ceux qui avaient salué son entrée dans le concert des nations. Tous les pays du Commonwealth britannique par delà les mers firent bon accueil à ses citoyens, et le Canada pas moins que les autres. Elle a porté avec nous une partie du fardeau pendant la dernière guerre et partagé les fruits de la victoire. Des générations de Français et d'Anglais ont cherché l'apaisement et la consolation dans l'art et dans la littérature de l'Italie. Sa capitale a été une ville sainte pour des millions de fidèles. Elle a répandu le sens spirituel et les consolations d'une croyance ancienne et impérissable dans tous les pays de la terre.

Tous les députés de cette Chambre s'unissent à moi, je n'en doute pas, pour rendre hommage au noble exemple donné par le Souverain Pontife actuel dans son travail constant pour la préservation de la paix et le relèvement de l'humanité, au milieu de clameurs de discorde du monde qui s'écroule. Des hommes pervers ont foulé aux pieds et jeté dans la poussière toutes ces antiques traditions de liberté, de bienveillance, de vérité religieuse, de littérature et d'art.

Ce serait une grande erreur de sous-estimer la gravité de cette nouvelle situation qui vient d'être créée. L'Italie a une population de quarante millions. Sous la conduite de son dictateur elle s'est préparée à la guerre plus longtemps que toutes les nations d'Europe. On a enseigné à toute une génération de glorifier la force. Il est trop tard maintenant pour regretter la déchéance d'un peuple libre et paisible, pour chercher les raisons de ce changement, ou pour condamner les doctrines mauvaises qui ont empoisonné le coeur et l'esprit de la jeunesse italienne.

Les seuls noms d'Ethiopie et d'Albanie servent à nous rappeler l'écrasement du faible par le puissant.

Bien qu'en ce moment les coeurs alliés battent plus fort, ils éprouvent, par contre, une certaine mesure de soulagement. L'incertitude de la menace italienne, suspendue depuis le début des hostilités comme une épée de Damoclès au-dessus des peuples français et britannique, est maintenant dissipée. Ils n'auront plus à se garer contre une incessante duplicité. Les nouveaux renforts dont bénéficiera la cause ennemie nécessiteront sans doute un redoublement de notre énergie et de notre volonté de vaincre. Cependant, l'attitude bien tranchée de l'Italie aura pour effet de tirer les choses au clair et de permettre aux Alliés de prendre contre elle des mesures énergiques et immédiates.

L'extension de la guerre totale à d'autres mers et à d'autres pays peut fort bien avoir un effet imprévu sur l'opinion et l'attitude des nations qui se disent encore neutres. Bien que l'Italie soit en mesure de faire beaucoup de dégâts et de rendre plus difficile la tâche principale de vaincre son plus puissant associé, elle se trouve pour sa part dans une situation particulièrement défavorable du point de vue militaire et économique et ne saurait espérer soutenir l'effort d'une longue guerre.

L'histoire ne rapportera jamais, à mon sens, de geste plus ignoble que celui de Mussolini. Durant ces mois tragiques, il est apparu tel un vautour qui guette la mort du brave. Aujourd'hui, il déclare la mort aux amis traditionnels de ses compatriotes.

Perfide, cynique, il a choisi ce qu'il croit être le moment opportun de les poignarder dans le dos.

Offres de paix et de concessions, liens d'une ancienne amitié rivés par le souvenir de sacrifices consentis en commun pour la cause de la liberté, il a tout troqué contre un rêve de conquête et de puissance.

Personne ne saurait prédire les malheurs que fera fondre sur l'univers cette extension des hostilités à de nouveaux territoires. D'une chose, cependant, nous pouvons être certains. Un juste châtement est réservé à tous les tyrans, y compris le dictateur de l'Italie. Il est trop tôt encore pour entrevoir l'effet ultime de cette mauvaise foi sur ceux qui ne sauraient demeurer impassibles devant le spectacle d'un monde en train de s'anéantir par le fer et le feu. Toutefois, nous pouvons être sûrs que les forces de la liberté se rallieront pour un effort suprême d'où sortira la victoire.

Quant au Canada, ce nouveau péril qui affronte les Alliés, ne fera qu'affermir sa décision d'appuyer résolument la Grande-Bretagne et la France jusqu'à ce que soient définitivement subjuguées les puissances du mal qui menacent la liberté du genre humain.

J'affirmerais pour la gouverne des honorables membres de la Chambre des communes que nous avons déjà pris les mesures requises pour prévenir, à l'intérieur du pays, toute atteinte à notre sécurité nationale résultant des actes du dictateur italien et de l'armée fasciste.

Résolution de guerre

Je propose donc, appuyé par mon honorable ami, le chef de l'opposition, (M. R. B. Hanson), la résolution suivante:

Attendu que l'Italie a annoncé son intention d'entrer en guerre au côté de l'Allemagne et contre les Puissances alliées;

Attendu qu'un état de guerre existe présentement entre le Royaume-Uni et la France d'une part, et l'Italie d'autre part;

Attendu que dès le début de la guerre le Parlement du Canada a décidé d'appuyer le Royaume-Uni et la France dans leur effort déterminé en vue de résister

à l'agression et de préserver la liberté; Il y a lieu pour les chambres du Parlement d'approuver l'entrée du Canada dans un état de guerre avec l'Italie et cette chambre l'approuve.

Je tiens à ajouter qu'une fois cette résolution adoptée le gouverneur en conseil émettra un décret pourvoyant à l'envoi du texte de ladite résolution à Sa Majesté le Roi, priant Sa Majesté de bien vouloir approuver la proclamation déclarant l'état de guerre entre le Canada et l'Italie.

M. Hanson

M. R. B. Hanson, (chef de l'opposition): M. le président, le premier ministre a eu l'amabilité de me faire part de l'intention qu'avait le gouvernement de proposer cette résolution au cas où l'Italie se rangerait définitivement du côté de l'Allemagne et déclarerait la guerre aux puissances alliées.

Il m'a fait tenir le texte de cette résolution cet après-midi et je me lève pour l'appuyer et pour approuver l'acte posé par le gouvernement. Ce serait faire preuve d'un manque de solidarité nationale que de me dérober à cette tâche.

Le dictateur fasciste a réalisé les prédictions des démocraties civilisées. Tel un vautour qui flairait le vent, il a guetté le moment où notre vaillante alliée, la France, se trouvait dans le péril pour fondre sur elle et retirer tous les fruits de son intervention.

Je n'ai pas qualité pour parler au nom des Alliés, mais il m'incombe d'affirmer ici ma conviction qu'ils feront vaillamment face à la nouvelle épreuve qui s'abat sur eux du fait de l'entrée en guerre de l'Italie. Nous nous y attendions. Vu que ce coup était prévu depuis longtemps, j'ai l'absolue confiance que les forces alliées, surtout les flottes française et britannique, sauront se montrer à la hauteur de cette situation critique.

L'attitude du Canada ne prête à aucune équivoque. Si éloignés que nous soyons de l'Italie, nous sommes en guerre avec elle du moment qu'elle déclare la guerre à la Grande-Bretagne.

Malgré notre manque de préparation nous ferons notre part contre ce nouvel ennemi.

Il y a là un autre défi lancé au Canada en tant que membre du Commonwealth des nations britanniques.

Armons-nous d'espoir et de courage et quoi qu'il adienne ayons la noble ambition, de concert avec les autres nations britanniques, de tenir plus longtemps que la force, de tenir jusqu'à ce que le droit et l'idéal chrétien ramènent l'ordre dans un monde désaxé.

J'espère et je sais que cette résolution ralliera l'unanimité de la Chambre ainsi que celle du peuple canadien.

M. Coldwell

M. M. J. Coldwell (C.C.F., de Rosetown-Biggan): M. le président, le parlement décidait, en septembre dernier, que le Canada participerait à la guerre contre l'Allemagne. Aujourd'hui c'est l'Italie qui se déclare contre les nations alliées. Cette guerre, nous ne l'avons pas recherchée; elle nous est imposée. Et, à mon avis, nous n'avons rien d'autre à faire qu'à relever le défi jusqu'au triomphe final.

Il n'est plus temps de nous perdre en récriminations, mais les années et les événements qui se sont identifiés avec les noms d'Ethiopie, d'Espagne et d'Albanie auraient peut-être dû nous engager à nous prémunir contre la catastrophe qui s'abat aujourd'hui sur nous. Mais tout cela est de l'histoire ancienne. C'est le présent qui importe.

Nous coopérons avec les autres, à la Chambre et dans tout le Canada, pour tâcher de relever le défi lancé à nos institutions démocratiques et enrayer cet esprit d'agression qui, à l'heure actuelle, menace le monde entier.

Je voudrais saisir cette occasion pour rappeler de nouveau que le moment est venu où le gouvernement devra songer sérieusement à mobiliser les industries et les ressources du Canada afin que nous puissions diriger notre effort de guerre et aider nos alliés efficacement et d'une manière pratique.

M. Blackmore

M. J. H. Blackmore, néo-démocrate de Lethbridge: M. le président, lorsque l'automne dernier nous arriva la nouvelle que les hostilités étaient commencées, et même avant que le Canada eût lui-même déclaré la guerre, le mouvement que mon groupe représenté à la Chambre fit savoir d'Edmonton qu'il était fermement déterminé à appuyer la cause de l'Angleterre de toutes nos forces jusqu'à la victoire. Aujourd'hui nous avons encore la même détermination.

Nous croyons que jusqu'ici le Canada n'a pas fait converger son effort avec la sincérité ou avec toute l'efficacité voulue, en vue de gagner la guerre. Nous sommes convaincus que certaines mesures s'imposent avant d'obtenir l'unité nationale et le maximum d'efficacité qui nous permettront de poursuivre cette guerre avec la plus grande chance possible de triompher. Nous prions instamment le gouvernement, aujourd'hui, de prendre ces mesures de façon que le pays puisse marcher de l'avant avec assurance, confiance et courage vers la victoire finale, pour la cause de la chrétienté, de la démocratie et du droit.

M. Church

M. T. L. Church, conservateur de Broadview: M. le président, je m'oppose à la motion pour les mêmes motifs que j'ai exprimés quand nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne, c'est-à-dire que je suis opposé à toute motion de ce genre

parce que lorsque l'Angleterre est en guerre le Canada est en guerre et que ce n'est pas le Canada qui décidera de sa ligne de conduite mais l'ennemi.

Depuis 1921, je me suis élevé en cette enceinte contre le séparatisme, nous constatons aujourd'hui les résultats de cette politique. La Chambre adopta une résolution comportant des sanctions contre l'Italie, puis, alors que le premier ministre était dans le Sud, le gouvernement les révoqua. En conséquence, l'Italie, l'une de nos plus vieilles alliées, fut attirée dans l'orbite de l'Allemagne. Le Vendredi-Saint 1939, l'Italie fut poussée en Albanie et ce pays devint, à mon sens, un simple Etat vassal.

Un autre de nos bons alliés, le Japon, quand fut abrogé l'alliance anglo-japonaise pour apaiser les Etats-Unis fut contraint de rompre son association avec l'Empire.

Rappelons-nous que pendant quatre ans et demi l'Allemagne combattit contre tout l'univers civilisé, l'Italie, le Japon et finalement les Etats-Unis se dressant contre elle. Le contre-coup de la chute du Danemark, le désastre de la colline de Vimy et l'entrée de l'Italie dans la guerre devrait être de faire retomber la responsabilité sur le gouvernement et nous ne devrions pas le laisser se mettre à l'abri derrière des commissions et des comités. Le gouvernement a l'obligation de faire connaître à la population quelle est notre position dans cette crise. Sommes-nous en sécurité? Nous savons que nous ne le sommes pas. Nous savons qu'au cours de la présente guerre le sort du Canada ne se décidera ni à Québec, ni à Vancouver, ni à Montréal. Il sera réglé sur la Manche, en France et en Angleterre, par l'aviation.

J'ai toujours combattu cette politique de séparatisme. A mon sens, la politique adoptée par le Canada avec l'appui presque unanime du groupe immédiatement à ma gauche, la politique de pacifisme, de subordination de l'Empire à la Société des Nations, a amené cette guerre et la défection désastreuse de l'Italie et du Japon. Je suis opposé à toute déclaration du genre de celle que comporte la présente proposition, parce que nous sommes partie intégrante de l'Empire britannique. Dans un discours à la radio, l'autre soir, le premier ministre King a désigné l'Angleterre comme notre "alliée". L'Angleterre n'est pas notre alliée. Nous sommes partie intégrante de l'Empire britannique. Ce sont des programmes et des déclarations séparatistes de ce genre qui ont fait croire à nos ennemis en Allemagne et en Italie que les dominions ne répondraient pas à l'appel de la mère-patrie.

Pour ces motifs, je réitère ma protestation contre la résolution et je m'élève encore une fois à la Chambre contre la doctrine sur laquelle elle repose, comme je l'ai fait lors de l'étude de la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne.

(La motion est adoptée). M. Mackenzie King propose alors l'ajournement de la Chambre. La motion est adoptée et la séance est levée à 3 heures 40 de l'après-midi.